TL 867

**TIMOR-ORIENTAL.** **Information brève - 1990/1**

CDPM
DOCUMENTAÇÃO
3/90

## Depuis la visite du Pape, la répression continue.

La presse internationale a signalé la manifestation pro-indépendance réalisée par des jeunes timorais à la fin de la messe pontificale célébrée par Jean Paul II le 12 octobre derneir à Taci-Tolu, près de Dili. La plupart des journalistes avaient déjà regagné l'aéroport, leur séjour au Timor-Oriental ayant été limité à quatre heures. Pour réduire l'importance de la manifestation les autorités indonésiennes ont prétendu qu'elles était le fait d'une vingtaine de manisfestants et que ceux qui avaient été arrêtés ont été aussitôt relâchés après interrogatoire.

Les difficultés d'accès, de téléphone et de correspondance imposées par les autorités de Djakarta, rendent difficile sinon impossible l'obtention d'informations détaillées, celles que nous possédons permettent de reconstituer ainsi les évènements, mais il nous est actuellement impossible de confirmer certains détails (voir aussi Amnesty International (ASA 21/02/90), pour qui la nouvelle stratégie indonésienne - détentions courtes et mauvais traitements - vise à conditionner les timorais par la terreur).

1. Le 12 octobre, aussitôt après la messe papale, **une quarantaine de jeunes sont arrêtés** par la police et les militaires. Mgr Belo a déclaré lors d'un contact téléphonique avec l'Australie, le 13: ***"Je suis choqué parce que les militaires extorquent de faux aveux sous la torture. Les jeunes ont manifesté leur mécontentement pour la situation au Timor-Oriental. Il est faux que l'Église ait été impliquée dans cette manifestation ".***
   Les jeunes qui s'étaient manifestés en faveur de l'indépendance se trouvant proches ou au milieu des élèves de l'école salésienne de Fatumaca, facilement reconnaissables grâce à leur 'chemise Don Bosco', bon nombre des jeunes arrêtés étaient des élèves de l'école des Arts et Métiers de Fatumaca, bien que selon plusieurs informations ils n'aient pas participé à la manifestation. Mgr Belo a protesté contre Les tortures auxquelles ils ont été soumis pour les obliger à accuser le Père Locatelli, directeur de l'école, d'avoir été l'organisateur de la manifestation.
   Les militaires indonésiens ont reconnu avec retard que ces arrestations avaient été une erreur, ils auraient alors relâché les élèves de Fatumaca, mais trois d'entre eux, Alcino Ximenes, Nelson da Costa et Franco Mateus, avaient disparu. Un mois après leur arrestation, le 11 novembre, Mgr Belo lui-même n'avait pu obtenir d'informations sur leur sort.
2. Le même jour, 12 octobre, **des jeunes se sont réfugiés chez l'évêque** parce qu'ils se sentaient menacés par les arrestations effectuées. Quelques jours plus tard les personnes réfugiées chez l'évêque étaient encore au nombre de 28, et c'est la Croix-Rouge Internationale qui assurait leur alimentation.
3. Le 4 novembre, les autorités militaires fomentent une manifestation devant la résidence de Mgr Belo. Pour protéger l'évêque s'organise une **contre-manifestation qui est violemment réprimée par la police** indonésienne: au moins un officier (Major) de cette police fut hospitalisé, et un nombre indéterminé de manifestants (de 3 à 40 selon les sources) arrêtés. Le 11 novembre un prêtre écrivait que les personnes arrêtées avaient disparu.
4. Le 5 novembre, **beaucoup de jeunes auraient été arrêtés**. La plupart sont des élèves de l'école catholique 'São José', soupçonnés d'avoir participé à la contre-manifestation du jour précédent. Ils auraient été torturés par chocs électriques et violemment battus.
5. Dans les jours suivants les **28 jeunes réfugiés chez l'évêque seraient sortis**, en des circonstances que l'on ne peut preciser: **8 d'entre eux auraient été arrêtés** dont Bernardo Gomes et un nommé Rogério. Mgr Belo a essayé de les vister le 11 novembre à la prison du Commandement militaire de Dili, mais il n'aurait pu voir que l'un d'entre eux, et aurait été informé que les autres se trouvaient dans d'autres locaux de détention.
6. Le 13 novembre, deux jeunes-gens auraient été arrêtés à Lahane, près de l'Université, l'un d'eux ayant été abattu alors qu'il essayait de s'échapper.

7. Le 15 novembre, **une unité militaire** armée de baionettes, renforcée par la police militaire et 4 pelotons du Bataillon 744, **encercle le collège 'São José'**, apparemment à la recherche de quatre personnes qui s'y seraient réfugié. Lorsque les étudiants essayent d'empêcher leur entrée, les militaires tirent des coups de feu en l'air. Plusieurs élèves sont frappés, l'un d'eux, qui s'était caché dans les toilettes, est frappé jusqu'à s'évanouir. On ignore combien de personnes auraient été arrêtées, mais **30 auraient cherché refuge chez l'évêque**.
8. Début décembre **les militaires indonésiens envahissent la résidence de l'évêque**, et y demeurent jusqu'à ce que les jeunes-gens sortent avec eux. Mgr Belo affirma ensuite avoir obtenu du Gouverneur, Mário Carrascalão, l'assurance que tous seraient mis en liberté après interrogatoire.
9. Le 26 décembre, à Denpasar (Bali), 275 étudiants timorais qui suivent des cours universitaires en Indonésie sont rassemblés pour une fête. Des militaires armés interviennent, **au moins 3 étudiants identifiés sont blessés**. Par accident l'arme d'un militaire atteint et tue un de ses collègues. Quelques jours plus tard un étudiant timorais José Carvalho est rencontré mort dans des circonstances suspectes.
10. Le 17 janvier, **plusieurs centaines d'étudiants profitent de la visite de l'ambassadeur des USA pour se manifester contre les violations des Droits de l'Homme et pour l'indépendance**.

    Un nombre d'étudiants évalué entre 80 et 200 par deux 'touristes' australiens, parvient à atteindre l'hôtel vers 13 heures, quelques minutes après l'arrivée de John Monjo, l'ambassadeur. Les jeunes, agés 17 à 20 ans, selon les témoins australiens, entrent dans le bar et sur la terrasse de l'hotel. Beaucoup ont le visage caché et ils brandissent des pancartes (Paix! / Justice! / Indépendance ou mort / Intégration: jamais / Indonésie, hors de notre pays).

    Deux ou trois minutes plus tard des soldats armés entrent à leur tour et commencent à frapper les étudiants. Tout-à-coup, tout s'arrête. L'ambassadeur des USA, John Monjo, et quelques officiels indonésiens étaient apparus. Un dialogue s'engage entre les étudiants et l'ambassadeur, les étudiants parlent des violations des Droits de l'Homme et appelent les Nations-Unies à intervenir au Timor-Oriental. Les étudiants avertissent l'ambassadeur qu'ils seront battus, peut-être tués, lorsque celui-ci s'en ira. L'ambassadeur fait alors appel aux autorités indonésiennes pour ne pas user de la violence contre cette manifestation pacifique, mais sa voiture a à peine parcouru 50 mètres que la répression s'abat. Les témoins australiens voient lancer dans un camion un corps qui leur paraît sans vie, et ils affirment sur l'honneur et séparément qu'un fonctionnaire de la Croix-Rouge Internationale leur communiqua la mort d'un manifestant qui s'était réfugié au siège de la Croix-Rouge voisin de l'hôtel. L'ambassade des USA et la Croix-Rouge ont plus tard nié qu'il y ait eu des morts.

    Quatre blessés graves ont été hospitalisés, l'ambassadeur Monjo ayant visité deux d'entre eux. Une heure plus tard, vers 16 heures, 200 jeunes, la plupart blessés, *"étaient couchés ou assis dans le jardin de la résidence de l'évêque où ils recevaient des soins de la Croix-Rouge Internationale et de deux religieuses"* écrit l'auteur d'une lettre venue de Dili et qui estime que *"malgré les nombreux contrôles et surveillances, environ 400 jeunes ont réussi à atteindre l'hôtel. À 17 heures, tous ceux qui n'avaient pu parvenir jusqu'à l'hôtel, plus de 3000, se manifestaient dans la ville, criant et chantant. La police accompagna la manifestation mais n'intervînt pas. Vers 19 heures les jeunes des deux manifestations se regroupent près de la statue de l'Immaculée Conception pour prier"*.

    L'ambassadeur des USA annula une partie de sa visite pour manifester son mécontentement. Les militaires n'arrêtèrent personne durant les jours suivants, mais, écrit l'auteur de la lettre déjà citée: *"la réaction viendra: arrestations, interrogatoires, tortures pour obliger à accuser l'Église d'avoir organisé la manifestation. Mais ils se trompent, il n'y a pas de leaders, c'est la masse qui rejette... eux qui ont été éduqués depuis le primaire jusqu'au secondaire (dans les écoles indonésiennes) rejettent l'Indonésie! L'organisme vivant n'accepte pas les éléments étrangers..."*.

La Paix est possible au Timor-Oriental
Rua de Campolide, 215 - 4D
1000 Lisbonne - Portugal